

MINISTRE DES FINANCES

N° 00002

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

17 MARS 2026

N° AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2025 DU

POUR LA SELECTION D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DES PROGRAMMES C2DPILOTAGE, C2D-TRANSVERSAL, C2D-PILOTAGE 3, C2D FATEP

Le Ministre des Finances, Maître d'ouvrages du C2D-Pilotage, a reçu un financement du C2D, et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre de l'audit comptable et financier des programmes C2D Pilotage, C2D-Transversal, C2D-Pilotage 3, C2D FATEP

Les Services du Candidat auront pour objet d'exprimer une **opinion professionnelle indépendante** i) sur la régularité, la sincérité et l'effectivité de l'état financier consolidé du C2D Pilotage et sur la conformité des opérations au-regard des règles et procédures applicables au titre des Programmes C2D Pilotage (et ses subséquents avenants), C2D Transversal (et ses subséquents avenants), C2D Pilotage 3 et C2D FATEP, 2) sur les dépenses exécutées par les différentes composantes des Programmes C2D Pilotage (et ses subséquents avenants), C2D Transversal (et ses subséquents avenants), C2D Pilotage 3 et C2D FATEP. Cet audit sera réalisé pour les exercices 2025, 2026, 2027, 2028, 2029 et clôture ; chaque exercice correspondant à un audit annuel.

Ainsi, l'auditeur aura à exprimer une opinion professionnelle indépendante sur les éléments suivants :

- les **états financiers**¹ du Projet / Programme donnent une image fidèle, dans tous leurs aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Projet / Programme au cours de la période couverte par l'audit ;
- les **fonds alloués** au Projet / Programme sont, dans tous leurs aspects significatifs, utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables ; les dépenses respectent les règles de bonne gestion financière, appréciées notamment au regard des critères d'éligibilité (cf. Annexe 1 – Nomenclature des constats et anomalies).
- les **marchés** ont été passés conformément aux règles en vigueur et dans le respect des principes d'économie, d'efficacité, de transparence et d'équité
- le **système de contrôle interne** mis en place et utilisé par l'Entité afin de gérer les risques liés à la réalisation des objectifs du Projet / Programme a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période couverte par l'audit ;
- les marchés ont été exécutés conformément aux prescriptions **techniques** et selon les normes prévues.

L'auditeur devra également formuler des recommandations sur les différents aspects de l'audit.

Pour l'audit de clôture, l'auditeur devra mener les diligences suivantes :

- Vérifier que la date limite de transfert des fonds du concours sur le compte dédié a été respectée ainsi que la date limite de la dernière demande de transfert ;
- Vérifier que la date limite d'utilisation des fonds du concours à partir du compte dédié du projet a été respectée ainsi que la date limite de soumission des dernières demandes de paiement – les dépenses payées après cette date seront ressorties ;
- S'assurer que les dépenses payées pendant la période de clôture correspondent bien à des travaux et services livrés et réceptionnés par le projet préalablement à leur paiement – les dépenses payées ou engagées pendant la période de clôture correspondant à des travaux et services livrés et réceptionnés après la date limite d'utilisation des fonds seront relevées ;

¹ Le terme générique « états financiers » est utilisé quel que soit le format utilisé par l'Entité : bilan et compte d'exploitation / de résultat, situation d'exécution budgétaire, tableau emplois-ressources, etc.

- Vérifier que les créances relatives au projet à la date de clôture sont justifiées et si des dispositions ont été prises pour leur reversement comme fonds non utilisés
- Vérifier l'existence d'une liste détaillée de tous les biens d'actif immobilisés acquis dans le cadre du projet et s'assurer que les dispositions ont été prises pour le transfert des biens dans le patrimoine de l'Etat (Gouvernement) en conformité avec les règles de gestion des finances publiques applicables aux projets financés par les Partenaires Techniques et Financiers externes ;
- vérifier que toutes les dettes relatives au projet et éligibles au financement ont été payées et justifiées/documentées ;
- Vérifier qu'après la date limite d'utilisation des fonds, des dispositions ont été prises pour le reversement des fonds non utilisés du compte dédié et la fermeture du compte dédié du projet ;
- vérifier que tous les engagements donnés par le projet à la date de clôture de la période sont prévus dans les accords de financement.

Pour chacun des programmes, il sera question pour l'auditeur de :

- S'assurer que les fonds du Concours transférés sur les Comptes du Projet ont été utilisés conformément aux stipulations de la présente Convention, du manuel de procédure de l'Etablissement Payeur et du/des Manuel(s) de Procédures du Projet pour le financement de Dépenses Eligibles ;
- S'assurer que les fonds du Concours ont été utilisés conformément aux orientations décidées par le Comité Technique Bilatéral et le Comité d'Orientation et de Suivi ;
- S'assurer que les Directives de Passation de Marchés (Code des marchés publics) ont été respectées ;
- Vérifier que tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre des différentes opérations relatives aux programmes ;
- Vérifier que les pièces justificatives et documents comptables pertinents se rapportant aux décaissements effectués sont disponibles ;
- Vérifier que l'information financière transmise au Comité Technique Bilatéral est fiable, pertinente et utile ;
- S'assurer que l'organisation et le système de contrôle interne permettent une bonne maîtrise des risques opérationnels et fiduciaire ; et
- Vérifier que les recommandations formulées par les audits/évaluations des années précédentes ont été suivies.

Pour les 1^{er}, 2nd et 3^{ème} volets C2D, les missions et activités du dispositif de suivi du C2D s'exécutent dans le cadre de la Convention d'Affectation N° CCM 3013 01 E C2D-Pilotage (2006-2011) et ses subséquents avenants, de la Convention d'Affectation N° CCM 1278 01 S C2D-Transversal (2011- 2016) et ses subséquents avenants, ainsi que de la convention CCM 1461 01 K C2D-Pilotage 3 (2016- 2024). Par ailleurs, dans le cadre de l'accompagnement de l'exécution de l'appui budgétaire sectoriel du Termes de Références de l'audit comptable et financier des programmes C2D-Pilotage, C2D-Transversal, C2D-Pilotage 3, C2D FATEP 3 e C2D, un Fonds d'appui technique à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques (FATEP – Convention d'Affectation N° CCM 1379 02 V) a été mis en place au bénéfice des Ministères et institutions concernées par cet appui.

Le Programme C2D-Pilotage (Convention d'Affectation N° CCM 3013 01 E) est structuré en trois volets : (i) un volet pilotage (ii) un volet recherche et (iii) un volet culture.

Le volet pilotage poursuit une triple finalité (i) favoriser l'orientation et le suivi du 1^{er} C2D, (ii) permettre la préparation du 2nd C2D et (iii) renforcer les capacités de gestion des programmes économiques et des budgets d'investissement au Cameroun. A ce titre, ce volet permet d'assurer la conformité de l'exécution des programmes aux engagements contractuels et aux prévisions. A noter que par avenant n°4 à la convention d'affectation, le concours (volet pilotage – composante 1) couvre également les études au titre du 3^e C2D.

Le volet recherche poursuit les objectifs suivants : (i) l'amélioration de la productivité, (ii) la durabilité et la compétitivité de l'agriculture camerounaise, (iii) l'augmentation des revenus des producteurs, (iv) l'accroissement des productions agricoles et plus largement la sécurité alimentaire du pays.

Le volet culture a pour finalité, l'accroissement de la capacité de création et de circulation d'un capital intellectuel, de création de revenus, d'emplois et de recettes d'exportations tout en favorisant l'inclusion sociale, la diversité culturelle et le développement humain.

PLAN DE FINANCEMENT PILOTAGE 1

	Millions XAF	Millions €
Volet Pilotage :	10 495	16,00
Composante 1 : études préparatoires 2 nd C2D	3 280	5,00
Composante 2 : frais de fonctionnement 1 ^{er} C2D	2 952	4,50
Composante 3 : Audits, supervision, consultants	2 721	4,15
Composante 4 : Actualisation et révision des prix	1 542	2,35
Volet Recherche :	5 379	8,20
Composante 1 : étude sur l'économie de la Recherche	250	0,38
Composante 2 : projet de recherche finalisé par l'IRAD	2 900	4,42
Composante 3 : recherche développement sur fonds compétitif	1 122	1,71
Composante 4 : fonctionnement du Comité de Pilotage et du Secrétariat Exécutif	340	0,52
Composante 5 : expertise scientifique du CIRAD	498	0,76
Divers et imprévus	269	0,41
Volet Culture :	524	0,80
PROGRAMME C2D.PILOTAGE	16.398	25,00

Le programme C2D Transversal (Convention d'Affectation N° CCM 1278 01 S) poursuit une triple finalité (i) favoriser l'orientation et le suivi du 2^{ème} C2D, (ii) permettre la préparation du 3^{ème} C2D, et (iii) renforcer les capacités de gestion des programmes économiques et des budgets d'investissement au Cameroun. Ce programme permet d'assurer la conformité de l'exécution des programmes aux engagements contractuels et aux prévisions.

Le programme est structuré en trois composantes tel qu'indiqué dans le plan de financement ci-dessous

	Millions €	Millions XAF
Audits, supervision, communication, consultants	1	656
Frais de fonctionnement 2 ^{ème} C2D pour l'année 2016	0,5	328
Etudes complémentaires 2 ^{ème} C2D et préparatoires 3 ^{ème} C2D	1,93667945	1 270
Total	3,43667945	2 254

Le Programme C2D-Pilotage 3 (Convention d'Affectation N° CCM 1461 01 K) a pour objectif, le renforcement de l'efficacité de la gestion publique. Plus spécifiquement, il permet d'appuyer la préparation, le suivi et la valorisation des programmes du 3^e Contrat de Désendettement et de Développement (C2D).

Ce programme, dont la Convention a été signée le 15 novembre 2017 mds pour un montant d'environ F CFA 6,8 Mds, n'avait pas encore effectué de décaissements de fonds au 31 décembre 2017. Il s'articule autour de trois composantes suivant le plan de financement ci-dessous :

PLAN DE FINANCEMENT PILOTAGE 3

	Activités	Besoins 3 ^e C2D (en euros)	Reliquats (en euros)	CCM 1461 (en euros)
C1	A : Etudes préparatoires	6 905 750	5 885 981	1 019 769
	B : Formation continue	503 100		503 100

	C : Plateforme d'AT	245 700		245 700
C2	A : Fonctionnement des organes du C2D	6 100 000		6 100 000
	B : Suivi indépendant de la société civile	1 464		1 464 000
	C : Audits et évaluation	3 224 780	3 808 263	0
C3	A : Recrutement AMO	200 000		200 000
	B : Communication événementielle	800 000		800 000
	TOTAL	19 443 330	9 694 244	10 332 569

	Activités	Besoins 3 ^e C2D (en FCFA)	Reliquats (en FCFA)	CCM 1461 (en FCFA)
C1	A : Etudes préparatoires	4 529 875 053	3 860 950 439	668 924 614
	B : Formation continue	330 011 967		330 011 967
	C : Plateforme d'AT	161 168 635		161 168 635
C2	A : Fonctionnement des organes du C2D	4 001 337 700		4 001 337 700
	B : Suivi indépendant de la société civile	960 321 048		960 321 400
	C : Audits et évaluation	2 115 317 014	2 498 056 773	0
C3	A : Recrutement AMO	131 191 400		131 191 400
	B : Communication événementielle	524 765 600		524 765 600
	TOTAL	12 753 988 417	6 359 007 212	6 777 720 964

Le montant des soldes au niveau des comptes BEAC des Conventions N° CCM 3013 01 E, N° CCM 1278 01 S et CCM 1461 01 K sont transmis à titre indicatif

Le Fonds d'Assistance Technique à l'Elaboration des Politiques Publiques (FATEP) vise à appuyer les ministères sectoriels bénéficiaires de l'appui-budgétaire sectoriel 2017-2019 (i.e. MINSANTE, MINEDUB, MINEPAT/BMN), dans l'atteinte de leurs objectifs de performance, au travers le financement de prestations d'expertise, d'études et/ou de renforcement des capacités. La gestion transverse du FATEP est positionnée au niveau du STADE-C2D. Les Ministères sectoriels assurent la maîtrise d'ouvrage déléguée des prestations, une fois l'imputation de celle-ci validée par le CTB.

La mise en œuvre du FATEP est basée sur le plan de financement indicatif ci-dessous :

Ministère	Enveloppe	Montant (EUR)	Montant (XAF)
MINSANTE	E1 : Appui au transfert du chèque-santé	550 000 €	360 776 350 XAF
MINEDUB	E2 : Appui à la maîtrise d'ouvrage communale	550 000 €	360 776 350 XAF
MINEPAT	E3 : Création des partenariats avec le secteur financier, renforcement institutionnel du BMN et soutien au secteur privé	350 000 €	229 584 950 XAF
Divers et imprévus		150 000 €	98 393 550 XAF
Total		1 600 000 €	1 049 531 200 XAF

Le budget estimatif de la prestation est de FCFA 75 000 000 (soixante-quinze millions).

Le Ministère des Finances invite les Candidats à manifester leur intérêt à fournir les Services décrits ci-dessus.

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux Bureaux d'études.

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Dossier de Candidature :

Les candidats Intéressés par cet Appel à Manifestation d'Intérêt devront fournir minima :

- ✓ Une lettre de motivation dûment signée, datée ;
- ✓ La déclaration d'intégrité signée (Annexe 1 ci-joint et disponible dans les locaux du Maître d'Ouvrage et sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>) ;
- ✓ L'accord de groupement ou la lettre d'intention de former un groupement et les pouvoirs du mandataire le cas échéant ;
- ✓ Les pièces administratives (organigramme, attestation de conformité fiscale et attestation de non-exclusion des marchés publics)
- ✓ Les références. (Audit des projets réalisées en Afrique sub-saharienne et plus particulièrement au Cameroun).

N.B. :

- a) Pour être validée, chaque référence en prestation d'audit comptable et financier devra être justifiée par
1. la première et la dernière page du Contrat et tout autre page faisant ressortir le montant du contrat, le montant de financement du projet ;
 2. la photocopie du procès-verbal de réception, ou du certificat de bonne fin délivrée par les services du Maître d'Ouvrage, ou de l'attestation de mainlevée de la caution de bonne fin,
 3. la preuve d'audit des projets d'un montant total de financement similaire à celui des Programmes C2D Pilotage, C2D-Transversal, C2D-Pilotage 3, C2D FATEP, réalisés en Afrique sub-saharienne au cours des cinq dernières années (pages du contrat faisant ressortir le montant de financement du projet) .

Pour chaque référence, les copies de la première et de la dernière page ainsi que la photocopie du procès-verbal de réception, ou du certificat de bonne fin ou de l'attestation de mainlevée de la caution de bonne fin devront être mis ensemble et séparé d'autres référence par des intercalaire en couleur.

- b) Une entité ne peut pas être membre de plus d'un groupement.

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement.

Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

NB : Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

- ✓ une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres,
ou
- ✓ une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de projet d'accord de Groupement.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous-traitants.

Les références et qualifications des Sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

- ✓ De l'ampleur des marchés ; Les candidats présenteront des références dans les prestations d'audit des projets ou programme publics d'un montant total de financement similaire à celui des Programmes C2D

- Pilotage, C2D-Transversal, C2D-Pilotage 3, C2D FATEP (50milliards), réalisées dans l'Afrique subsaharienne au cours des cinq dernières années ;
- ✓ De la nature des Services : Audit technique ou comptable ou financier
 - ✓ Du domaine et de l'expertise technique : Les candidats présenteront des références en audit au sein desquelles ils ont mobilisé une équipe d'experts-auditeurs et préciseront l'articulation en matière de mobilisation des différents profils d'experts mobilisés (précisions sur le poste occupé et le rôle joué dans la mission) ;
 - ✓ Du contexte géographique : les candidats présenteront des références en Afrique subsaharienne, les références de mission au Cameroun seront particulièrement appréciées.

La langue utilisée dans le cadre de ces prestations peut être en langue anglaise ou en langue française.

Le *Ministre des Finances* dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

Les Manifestations d'Intérêt rédigés en français ou en anglais seront déposés en quatre (04) copies dont (01) original et trois (03) copies marquées comme tels (« copie ») sous pli fermé et scellé au STADE-C2D s/c du Ministère des Finances sis à Nlongkak face OMS au RDC de l'immeuble OYILI, au plus tard le **08 APR 2026** à 15 heures. Le dossier de candidature comportera également une version numérisée de l'offre, déposée sur une clé USB ou un CD-rom. Les dossiers de candidature devront porter la mention suivante :

N° 000002

**AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N°...../AAMI/MINFI/CTB-
C2D/STADE-C2D/2026 DU POUR LA SELECTION D'UN CABINET CHARGE
DE REALISER L'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DES PROGRAMMES C2DPILOTAGE, C2D-
TRANSVERSAL, C2D-PILOTAGE 3, C2D FATEP**

« NB : A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

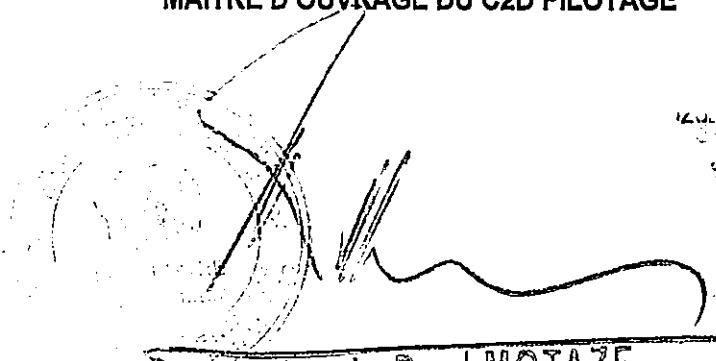
Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse et aux horaires mentionnées ci-dessous : Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Finances – STADE- C2D, sis à Nlongkak face OMS au RDC de l'immeuble OYILI, BP : 33232 Yaoundé, Tél. : (237) 22 20 30 58, Email : minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com.

Yaoundé, le **17 MARS 2026**

**LE MINISTRE DES FINANCES
MAITRE D'OUVRAGE DU C2D PILOTAGE**

Ampliations :

- SOPECAM (pour publication)
- ARMP (pour publication)
- DG MARKET (pour publication)
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE


Louis Paul MOTAZE

Annexe à la Manifestation d'Intérêt

(A fournir signée avec la candidature, sans modification du texte)

Déclaration d'Intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale

Intitulé de l'offre/de la proposition/du Marché signé¹ _____ (le "Marché")

A : _____ (le "Maître d'Ouvrage")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement ("AFD") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation du Marché et de son exécution. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, et nos sous-traitants. Selon qu'il s'agit d'un Marché de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client, Entrepreneur ou Acheteur.
2. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom², ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ne sommes dans l'un des cas suivants :
 - 2.1 Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
 - 2.2 Avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une sanction administrative définitive, d'une condamnation définitive prononcée par une autorité compétente, ou de toute autre résolution hors procès³ ayant notamment un effet extinctif de l'action publique, soit (i) dans le pays dans lequel nous sommes établis, (ii) dans le pays de réalisation du Marché, (iii) dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD, (iv) prononcée par une institution de l'Union européenne ou (v) prononcée par une autorité compétente en France, pour :
 - a) des faits de Pratiques prohibées, telles que définies à l'article 6.1 ci-après, ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle sanction, condamnation, ou résolution hors procès, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d'Intégrité des informations complémentaires, tel un programme de conformité, pour justifier que nous (ou la personne agissant en notre nom, le membre de notre groupement, ou notre sous-traitant) considérons que la sanction, condamnation ou résolution n'est pas pertinente dans le cadre du Marché, le cas échéant) ;
 - b) des faits de participation à une organisation criminelle, d'infractions terroristes ou liées à des activités terroristes, de travail des enfants, ou autres infractions liées à la traite des êtres humains ;
 - c) avoir créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de se soustraire à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale applicable sur le territoire où se trouve son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement ou (ii) pour le fait d'être une entité créée dans l'intention de se soustraire à de telles obligations ;
 - 2.3 Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à ses torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché, sous réserve que cette résiliation n'ait pas fait l'objet d'une contestation de sa part qui soit en cours de traitement ou qui ait donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à ses torts exclusifs ;
 - 2.4 Faire l'objet d'une mesure d'inéligibilité prise par une des banques multilatérales de développement signataires de l'accord de reconnaissance mutuelle du 9 avril 2010⁴ (dans l'hypothèse d'une telle mesure d'inéligibilité, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette mesure d'inéligibilité n'est pas pertinente dans le cadre du Marché), le cas échéant ;
 - 2.5 N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de ses impôts ou des cotisations sociales selon les dispositions légales de notre pays d'établissement, ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;

¹ Pour le cas d'un marché déjà signé à refinancer.

² Dirigeants (incluant notamment toute personne membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle), employés ou agents (qu'ils soient déclarés ou non).

³ Dont notamment les Convention Judiciaire d'Intérêt Public (CJIP), décision faisant suite à une Comparution sur Reconnaissance Préalable de Culpabilité (CRPC), accord de résolution négociée ou toute autre forme similaire de transaction mettant un terme aux poursuites.

⁴ Banque Mondiale, Banque Interaméricaine de Développement, Banque Africaine de Développement, Banque Asiatique de Développement et Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement.

- 2.6 Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.
3. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom⁵, ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ni nos actionnaires directs ou indirects, ni nos filiales, agissant avec notre connaissance ou consentement :
1. n'est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d'une personne ou entité visée par des mesures de sanctions individuelles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France ;
 2. n'est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d'une personne ou entité visée par des mesures de sanctions sectorielles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France ;
 3. n'est inéligible pour la réalisation du projet en raison de toute autre mesure de sanctions internationales prononcée par les Nations Unies, l'Union européenne ou la France.
4. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom⁵, ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ne sommes [ni n'avons été (*en cas de refinancement d'un marché déjà attribué*)] dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
- 4.1 Être un actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
 - 4.2 Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
 - 4.3 Contrôler ou être contrôlé par un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre candidat, soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre candidat, soumissionnaire ou consultant nous permettant (i) d'avoir donné, et/ou de donner accès à des informations contenues dans nos candidatures, offres ou propositions respectives de nature à fausser le jeu de la concurrence, (ii) de les influencer, ou (iii) d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;
 - 4.4 Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, est ou pourrait être incompatible avec la mission envisagée pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
 - 4.5 Avoir préparé soi-même, être ou avoir été associé à une personne physique ou morale qui a préparé des spécifications, termes de références et autres documents qui ont été utilisés dans le cadre de la procédure de passation du présent Marché, et qui contiennent des dispositions de nature à favoriser une candidature, offre ou proposition ;
 - 4.6 Avoir accès ou eu accès, avoir préparé soi-même, être ou avoir été associé à une personne physique ou morale qui a accès, eu accès, ou préparé des spécifications, plans, calculs, études et autres documents qui n'ont pas été communiqués à l'ensemble des candidats, soumissionnaires ou consultants dans le cadre de la présente passation de Marché, et qui confèrent ainsi un avantage compétitif indu ;
 - 4.7 Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un Marché de travaux, équipements ou fournitures, être soi-même recruté, ou devoir l'être (ou que l'une des entreprises auxquelles nous sommes affiliées le soit, ou doive l'être), pour effectuer la supervision ou le contrôle des prestations dans le cadre du Marché.
5. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
- 6.1 Ni nous, ni quiconque agissant en notre nom⁵, ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, n'avons commis ni ne commettons de Pratique prohibée telle que définie dans le document intitulé "Politique générale du groupe AFD en matière de prévention et de lutte contre les Pratiques prohibées", disponible sur le site Internet de l'AFD⁵.
 - 6.2 Ni nous, ni quiconque agissant en notre nom⁵, ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, n'allons acquérir ou fournir [n'avons acquis ou fourni (*en cas de refinancement d'un marché déjà attribué*)] de matériel ni intervenir [ne sommes intervenus (*en cas de refinancement d'un marché déjà attribué*)] dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union européenne ou de la France.

⁵ A titre informatif, cette politique est accessible via le lien suivant : <https://www.afd.fr/fr/lutte-contre-la-corruption>

7. Nous nous engageons à, et nous nous engageons à ce que quiconque agissant en notre nom⁶, tout membre de notre groupement, tout sous-traitant s'engage à :
- 7.1 respecter les normes environnementales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions internationales pour la protection de l'environnement, et notamment à prendre toutes les mesures raisonnables pour éviter ou limiter les effets négatifs sur la végétation, la biodiversité, les sols, les nappes d'eau souterraine et superficielles, et sur les personnes et biens, résultant de la pollution, bruit, vibrations, trafic et autres effets résultant de nos activités, en cohérence avec les lois et réglementations applicables dans le pays de réalisation du Marché.
 - 7.2 mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage, et à ce que les émissions, les rejets en surface et les effluents produits par nos activités respectent les limites, les spécifications ou les prescriptions applicables au Marché.
 - 7.3 respecter les droits des travailleurs relatifs aux salaires, horaires de travail, repos et vacances, heures supplémentaires, âge minimum, paiements réguliers, compensations et bénéfices conformément aux normes reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'organisation internationale du Travail (OIT), en cohérence avec les lois et réglementations applicables au pays de réalisation du Marché ; indiquer ces éléments dans un document annexé aux contrats de travail de nos employés et à la disposition du Maître d'Ouvrage ; et respecter et faciliter les droits des travailleurs pour s'organiser et mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes pour les travailleurs directs ou indirects.
 - 7.4 mettre en place des pratiques de non-discrimination et d'égalité d'opportunités, et à assurer l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé.
 - 7.5 maintenir un dossier pour chaque membre du personnel local consignant les heures travaillées par chaque personne, le type de travail, les salaires payés et les formations suivies, et à ce que ces dossiers soient disponibles en tout temps afin qu'ils puissent être examinés par le Maître d'Ouvrage et les représentants autorisés du gouvernement, dans le respect des lois et réglementations applicables à la protection des données personnelles dans le pays de réalisation du Marché.
8. Nous-mêmes, quiconque agissant en notre nom⁶, les membres de notre groupement, nos sous-traitants, nos actionnaires directs ou indirects, et nos filiales, autorisons l'AFD à mener des investigations, et notamment à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché, y compris, mais sans s'y limiter, nos processus et procédures internes liés au respect des sanctions internationales prononcées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, et de les faire vérifier par des auditeurs désignés par l'AFD.
9. Nous déclarons que nous avons payé, ou que nous paierons, des commissions, avantages, honoraires, gratifications ou frais en rapport avec la procédure de passation du Marché ou de l'exécution du Marché au profit de la/des tierce(s) personne(s) suivante(s) (comme par exemple un intermédiaire/agent)(*) :

Nom du bénéficiaire	Coordonnées	Motif	Montant (Préciser la devise)

(*) : Si aucune somme n'a été payée ou ne doit être payée, indiquer "Aucune".

10. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points qui précèdent, y compris en cas de toute mesure de sanction ou d'embargo adoptée par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France intervenu suite à notre signature de la présente Déclaration.

Nom : _____ En tant que : _____

Dûment habilité à signer pour et au nom de⁶ : _____

Signature : _____

En date du : _____

⁶ En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, du consultant ou du candidat joindra à celle-ci le pouvoir qui lui est confié par ledit soumissionnaire, consultant ou candidat.

MINISTRY OF FINANCE

NOTICE OF CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST

N° 000002 /AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/ 2025 OF 17 MARS 2026 FOR THE SELECTION OF
A FIRM TO CONDUCT THE ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF THE C2D PILOTAGE, C2D-TRANSVERSAL,
C2D-PILOTAGE 3, AND C2D FATEP PROGRAMS.

The Minister of Finance, project owner of C2D-Pilotage, has received funding from C2D, and intends to use part of the amount to carry out the accounting and financial audit of the C2D Pilotage, C2D-Transversal, C2D-Pilotage 3, and C2D FATEP programs.

The Candidate's Services will aim to provide an independent professional opinion i) on the regularity, fairness, and effectiveness of the consolidated financial statements of the C2D Pilotage program and on the compliance of operations with the rules and procedures applicable to the C2D Pilotage (and subsequent amendments), C2D Transversal (and subsequent amendments), C2D Pilotage 3, and C2D FATEP programs, 2) on the expenditures incurred by the various components of the C2D Pilotage (and subsequent amendments), C2D Transversal (and subsequent amendments), C2D Pilotage 3, and C2D FATEP programs. This audit will be conducted for the fiscal years 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, and the year-end; each fiscal year corresponding to an annual audit.

Therefore, the auditor will have to express an independent professional opinion on the following:

- **The Project's financial statements** present fairly, in all material respects, the actual expenditures incurred and revenues actually received for the Project during the period covered by the audit;
- **The funds allocated to the Project** are, in all material respects, used in accordance with the applicable contractual conditions; the expenditure complies with the rules of sound financial management, assessed in particular with regard to the eligibility criteria (see Appendix 1 – Nomenclature of findings and anomalies);
- **Contracts** have been awarded in accordance with the rules in force and in accordance with the principles of economy, efficiency, transparency and equity;
- **The internal control system** established and used by the Entity to manage risks related to the achievement of the objectives of the Project was adequately designed and functioned effectively during the period covered by the audit;
- **The contracts** were executed in accordance with the technical requirements and according to the standards laid down.

The auditor will also have to make recommendations on different aspects of the audit.

For the closing audit, the auditor must perform the following procedures:

- Verify that the deadline for transferring grant funds to the dedicated account has been met, as well as the deadline for the last transfer request;
- Verify that the deadline for using grant funds from the project's dedicated account has been met, as well as the deadline for submitting the last payment requests – expenses paid after this date will be identified;
- Ensure that expenses paid during the closing period correspond to work and services delivered and received by the project prior to payment – expenses paid or incurred during the closing period corresponding to work and services delivered and received after the deadline for using funds will be identified.

- Verify that project receivables at the closing date are substantiated and that arrangements have been made for their return as unused funds.
- Verify the existence of a detailed list of all fixed assets acquired under the project and ensure that arrangements have been made for the transfer of these assets to the State (Government) in accordance with the public finance management rules applicable to projects financed by external Technical and Financial Partners.
- Verify that all project-related debts eligible for financing have been paid and substantiated/documentated.
- Verify that, after the deadline for utilizing the funds, arrangements have been made for the return of unused funds from the dedicated account and the closure of the project's dedicated account.
- Verify that all commitments made by the project at the closing date are stipulated in the financing agreements.

For each program, the auditor will be responsible for:

- Ensuring that the grant funds transferred to the Project Accounts have been used in accordance with the provisions of this Agreement, the Paying Institution's Procedures Manual, and the Project Procedures Manual(s) for financing Eligible Expenditure;
- Ensuring that the grant funds have been used in accordance with the guidelines established by the Bilateral Technical Committee and the Steering and Monitoring Committee;
- Ensuring that the Procurement Guidelines (Public Procurement Code) have been complied with;
- Verify that all necessary files, accounts, and records have been maintained for the various program-related operations;
- Verify that the relevant supporting documents and accounting records for disbursements are available;
- Verify that the financial information submitted to the Bilateral Technical Committee is reliable, relevant, and useful;
- Ensure that the organization and internal control system allow for effective management of operational and fiduciary risks; and
- Verify that the recommendations made during previous years' audits/evaluations have been implemented.

For the 1st, 2nd and 3rd C2D components, the missions and activities of the C2D monitoring system are carried out within the framework of the Allocation Agreement No. CCM 3013 01 E C2D-Pilotage (2006-2011) and its subsequent amendments, the Allocation Agreement No. CCM 1278 01 S C2D-Transversal (2011-2016) and its subsequent amendments, as well as the CCM 1461 01 K C2D-Pilotage 3 (2016-2024) Agreement. Furthermore, as part of the support for the execution of sectoral budget support of the Terms of Reference for the accounting and financial audit of the C2D-Pilotage, C2D-Transversal, C2D-Pilotage 3, C2D FATEP 3rd C2D programs, a Technical Support Fund for the development and implementation of public policies (FATEP – Allocation Agreement No. CCM 1379 02 V) has been established for the benefit of the Ministries and institutions concerned by this support.

The C2D-Pilotage Program (Assignment Agreement No. CCM 3013 01 E) is structured into three components: (i) a piloting component, (ii) a research component, and (iii) a cultural component.

The piloting component pursues three objectives: (i) to guide and monitor the first C2D, (ii) to facilitate the preparation of the second C2D, and (iii) to strengthen the management capacities of economic programs and investment budgets in Cameroon. In this respect, this component ensures that program implementation complies with contractual commitments and forecasts. It should be noted that, by amendment No. 4 to the assignment agreement, the grant (piloting component – component 1) also covers studies under the third C2D.

The research component pursues the following objectives: (i) improving productivity, (ii) ensuring the sustainability and competitiveness of Cameroonian agriculture, (iii) increasing producers' incomes, and (iv) increasing agricultural production and, more broadly, the country's food security.

The cultural component aims to increase the capacity for creating and circulating intellectual capital, generating income, jobs, and export revenues, while promoting social inclusion, cultural diversity, and human development.

PILOTAGE 1 FINANCING PLAN 1

	Millions XAF	Millions €
Volet Pilotage :	10 495	16,00
Composante 1 : Preparatory Studies 2 nd C2D	3 280	5,00
Composante 2 : Recurrent budget 1 ^{er} C2D	2 952	4,50
Composante 3 : Audits, supervision, consultants	2 721	4,15
Composante 4 : Actualisation et revision of prices	1 542	2,35
Volet Recherche :	5 379	8,20
Composante 1 : Study on the economy of research	250	0,38
Composante 2 : Finalised research projets by IRAD	2 900	4,42
Composante 3 : Research and development funded competitively	1 122	1,71
Composante 4 : Operation of the Steering Committee and the Executive Secretariat	340	0,52
Composante 5 : Scientific expertise of CIRAD	498	0,76
Miscellaneous and unforeseen events	269	0,41
Volet Culture:	524	0,80
C2D PILOTAGE PROGRAM	16 398	25,00

The C2D Transversal program (Assignment Agreement No. CCM 1278 01 S) pursues three objectives: (i) to guide and monitor the second C2D, (ii) to facilitate the preparation of the third C2D, and (iii) to strengthen the management capacities of economic programs and investment budgets in Cameroon. This program ensures that program implementation complies with contractual commitments and forecasts.

The program is structured into three components, as outlined in the financing plan below.

	Millions-€	Millions XAF
Audits, supervision, communication, consultants	1	656
Recurrent Budget 2 nd C2D for 2016 financial year	0,5	328
Complementary Studies 2 nd C2D and preparatory Studies 3 rd C2D	1,93667945	1 270
Total	3,43667945	2 254

The C2D-Pilotage 3 Program (Assignment Agreement No. CCM 1461 01 K) aims to strengthen the effectiveness of public management. More specifically, it supports the preparation, monitoring, and evaluation of programs under the 3rd Debt Reduction and Development Contract (C2D).

Call for the Expression of Interest

This program, whose agreement was signed on November 15, 2017, for an amount of approximately 6.8 billion CFA francs, had not yet disbursed any funds as of December 31, 2017. It is structured around three components, according to the financing plan below:

PILOTAGE 3 FINANCING PLAN

	Activités	Needs 3 rd C2D (in euros)	Balance (in euros)	CCM 1461 (in euros)
C1	A : Preparatory Studies	6 905 750	5 885 981	1 019 769
	B : Continues Training	503 100		503 100
	C : Plateforme of AT	245 700		245 700
C2	A : Operation of C2D organes	6 100 000		6 100 000
	B : Independent Follow of the Civil Society	1 464		1 464 000
	C : Audits and evaluation	3 224 780	3 808 263	0
C3	A : Recrutment of AMO	200 000		200 000
	B : Event communication	800 000		800 000
	TOTAL	19 443 330	9 694 244	10 332 569

	Activités	Needs 3 rd C2D (in FCFA)	Balance (in FCFA)	CCM 1461 (in FCFA)
C1	A : Preparatory Studies	4 529 875 053	3 860 950 439	668 924 614
	B : Continues Training	330 011 967		330 011 967
	C : Plateforme of AT	161 168 635		161 168 635
C2	A : Operation of C2D organes	4 001 337 700		4 001 337 700
	B : Independent Follow of the Civil Society	960 321 048		960 321 400
	C : Audits and évaluation	2 115 317 014	2 498 056 773	0
C3	A : Recrutement of AMO	131 191 400		131 191 400
	B : Event communication	524 765 600		524 765 600
	TOTAL	12 753 988 417	6 359 007 212	6 777 720 964

The balance amounts in the BEAC accounts for Agreements No. CCM 3013 01 E, No. CCM 1278 01 S, and CCM 1461 01 K are provided for informational purposes only.

The Technical Assistance Fund for Public Policy Development (FATEP) aims to support the sectoral ministries receiving sectoral budget support for 2017-2019 (i.e., MINSANTE, MINEDUB, MINEPAT/BMN) in achieving their performance objectives through the financing of expert services, studies, and/or capacity building. FATEP's cross-cutting management is located at the STADE-C2D level. The sectoral ministries assume delegated project management of the services once their allocation has been validated by the CTB.

The implementation of FATEP is based on the indicative financing plan below:

Ministry	Envelope	Amount (EUR)	Amount (XAF)
MINSANTE	E1 : Support for the transfer of the health voucher	550 000 €	360 776 350 XAF
MINEDUB	E2 : Support for municipal project management	550 000 €	360 776 350 XAF
MINEPAT	E3 : Establishing partnerships with the financial sector, strengthening the institutional capacity of the National Monetary Bank (NMB), and supporting the private sector	350 000 €	229 584 950 XAF
Miscellaneous and unforeseen events		150 000 €	98 393 550 XAF
Total		1 600 000 €	1 049 531 200 XAF

Call for the Expression of Interest

The estimated budget for the service is FCFA 75,000,000 (seventy-five million).

The Ministry of Finance invites Applicants to express their interest in providing the Services described above.

This Call for Expressions of Interest is addressed to design audit firms.

The eligibility criteria for AFD financing are specified in Article 1.3 of the "Guidelines for the Award of Procurement Financed by the AFD in Foreign States", available online on the AFD website: <http://www.afd.fr>

Application File:

Candidates interested in this Call for Expression of Interest must provide at least:

- ✓ A cover letter duly signed, dated;
- ✓ The signed declaration of integrity (Appendix 1 attached and available at the Client's premises and on the AFD website: <http://www.afd.fr>);
- ✓ The consortium agreement or the letter of intent to form a consortium and the powers of the agent, if applicable;
- ✓ Administrative documents (organigram, Attestation of fiscal conformity and certificate of non-exclusion from public contracts)
- ✓ References. (audit of projects carried out in sub-Saharan Africa and more particularly in Cameroon).

N.B.:

- a) To be validated, each reference in accounting and financial audit services must be justified by
 1. The first and last page of the Contract and any other page showing the amount of the contract;
 2. A photocopy of the acceptance report, or the completion certificate issued by the services of the Project Owner, or the certificate of release of the completion bond,
 3. Proof of audit of projects with a total amount of financing similar to that of the C2D Pilotage, C2D-Transversal, C2D-Pilotage 3, and C2D FATEP programs, carried out in sub-Saharan Africa over the last five years (pages of the contract highlighting the amount of project funding).
- b) An entity cannot be a member of more than one group.

For each reference, copies of the first and last page as well as a photocopy of the receipt report, or certificate of completion or certificate of release of the completion bond must be put together and separated from other references by coloured dividers.

Applicants may only submit one application in their own name or as part of a Consortium.

If a Candidate (including a member of a Consortium) submits or participates in several applications, these will be eliminated. On the other hand, the same Subcontractor may participate in several applications.

NB : If the Candidate is formed as a Consortium, the Expression of Interest must include:

- ✓ a copy of the Grouping agreement concluded by all of its members, or
- ✓ a letter of intent to form a Grouping, signed by all its members and accompanied by a copy of the proposed Grouping agreement.

In the absence of this document, the other members will be considered as Subcontractors.

The references and qualifications of Subcontractors are not taken into account in the evaluation of applications.

Interested Candidates must provide information demonstrating that they are qualified and experienced to perform these Services. As such, they will justify that they have references of recent and similar services.

The similar character of the references will be analyzed according to:

Call for the Expression of Interest

- ✓ The nature of the Services; Candidates will present references in the audit services of public projects or programs with a total amount of funding similar to that of the C2D Pilotage, C2D-Transversal, C2D-Pilotage 3, and C2D FATEP programs (50 billions FCFA), carried out in sub-Saharan Africa over the last five years;
- ✓ The nature of the Services: Technical, accounting or financial audit ;
- ✓ Domain and technical expertise; Candidates will present references in which they have mobilized a team of expert auditors and will specify the articulation in terms of mobilization of the different profiles of experts mobilized (details on the position held and the role played in the mission);
- ✓ Geographic context; candidates will present references in sub-Saharan Africa, mission references in Cameroon will be particularly appreciated.

The language used in the context of these services may be in English or in French.

The Ministry of Finance will draw up a shortlist of a maximum of six (6) Candidates, pre-selected on the basis of the applications received, to whom it will send the Request for Proposals for the performance of the Services required.

Applications written in French or English will be submitted in four (04) copies including (01) original and three (03) copies marked as such ("copy") in a closed and sealed envelope at STADE-C2D s/c of Ministry of Finance located in Nlongkak opposite WHO on the ground floor of the OYILI building, no later than ~~08 APR 2026~~. The application file will also include a digital version of the offer, placed on a USB key or CD-rom. Applications should bear the following statement:

NOTICE OF CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST N° ~~001/2026~~ /AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/ 2026 OF FOR THE SELECTION OF A FIRM TO CONDUCT THE ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF THE C2D PILOTAGE, C2D-TRANSVERSAL, C2D-PILOTAGE 3, AND C2D FATEP PROGRAMS.

« NB : To be opened only during the bid opening session ».

Interested Candidates can obtain additional information at the address and at the times mentioned below: Additional information can be obtained during working hours at the Ministry of Finance – STADE-C2D, located in Nlongkak opposite OMS on the ground floor of the OYILI building, BP: 33232 Yaoundé, Tel. : (237) 22 20 30 58, Email: minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com.

Yaounde, the **17 MARS 2026**

**THE MINISTER OF FINANCE
PROJECT OWNER OF C2D STEERING**

Ampliations :

- SOPECAM (pour publication)
- ARMP (pour publication)
- DG MARKET (pour publication)
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE



Louis Paul MOTAZÉ

Annex to the Expression of Interest

(To be provided signed with the application, without modification of the text)

Statement of Integrity, Eligibility and Environmental and Social Responsibility

Title of the offer or proposal _____ (the "Contract")

To: _____ (the "Project Owner")

1. We acknowledge and accept that the French Development Agency (AFD) only finances the Client's projects on its own terms which are determined by the Financing Agreement which binds it directly or indirectly to the Client. The Contracting Authority retains exclusive responsibility for the preparation and implementation of the Procurement process and its execution. As a result, there can be no legal relationship between AFD and our company, our group, and our subcontractors. Depending on whether it is a contract for works, supplies, equipment, intellectual services (consultants) or other services, the Contracting Authority may also be referred to as the Client, Contractor or Buyer.
2. We certify that neither we, nor anyone acting on our behalf, nor any of our group members, nor any of our subcontractors, are in any of the following situations:
 - 2.1 Be in a state or have been the subject of bankruptcy, liquidation, judicial settlement, safeguard, cessation of activity, or be in any analogous situation resulting from a procedure of the same nature;
 - 2.2 Have been the subject, for less than five years, of a final administrative sanction, a final conviction pronounced by a competent authority, or any other out-of-court resolution having in particular an extinguishing effect of the public prosecution, either (i) in the country in which we are established, (ii) in the country where the Contract was performed, (iii) in the context of the award or performance of a contract financed by the AFD, (iv) issued by an institution of the European Union or (v) issued by a competent authority in France, for:
 - a) Prohibited Practices, as defined in Article 6.1 below, or for any offence committed in the context of the award or performance of a contract (in the event of such a sanction, conviction, or out-of-court resolution, we have the possibility of attaching additional information, such as a compliance program, to this Integrity Statement, to justify that we (or the person acting on our behalf, the member of our group, or our subcontractor) consider that the sanction, conviction or resolution is not relevant to the Contract, if applicable);
 - b) participation in a criminal organisation, terrorist offences or offences related to terrorist activities, child labour, or other offences related to trafficking in human beings;;
 - c) have created an entity in a different jurisdiction with the intention of evading tax, social security or any other legal obligation applicable in the territory in which its registered office, central administration or principal place of business is located or (ii) for the fact of being an entity created with the intention of avoiding such obligations;;
 - 2.3 Have been the subject of a termination pronounced at its exclusive fault in the last five years due to a serious or persistent breach of its contractual obligations during the performance of a contract, provided that this termination has not been the subject of a dispute on its part that is being processed or that has given rise to a court decision reversing the termination at its exclusive fault;
 - 2.4 Be the subject of an ineligibility measure taken by one of the multilateral development banks that are signatories to the mutual recognition agreement of 9 April 2010 (in the event of such an ineligibility measure, we may attach to this Integrity Statement additional information that would allow it to be considered that this ineligibility measure is not relevant in the context of the Contract), if applicable;;
 - 2.5 Have not fulfilled our obligations relating to the payment of taxes or social security contributions in accordance with the legal provisions of our country of establishment, or those of the country of the Project Owner;
 - 2.6 Producing false documents or making false statement(s) by providing the information required by the Employer in connection with this Contract award and award process.
3. We certify that neither we, nor anyone acting on our behalf, nor any of our group members, nor any of our subcontractors, nor our direct or indirect shareholders, nor our subsidiaries, acting with our knowledge or consent::

Call for the Expression of Interest

- 3.1 is directly or indirectly targeted, controlled by, or acts in the name of or on behalf of a person or entity subject to individual sanctions measures adopted by the United Nations, the European Union and/or France;
- 3.2 is directly or indirectly targeted, controlled by, or acts in the name of or on behalf of a person or entity subject to sectoral sanctions measures adopted by the United Nations, the European Union and/or France;
- 3.3 is ineligible for the implementation of the project due to any other international sanctions measure pronounced by the United Nations, the European Union or France.
4. We certify that neither we, nor anyone acting on our behalf², nor any of the members of our consortium, nor any of our subcontractors, are [nor have we been (in the event of the refinancing of a contract already awarded)] in any of the following situations of conflict of interest:
 - 4.1 Be a shareholder controlling the Project Owner or a subsidiary controlled by the Project Owner, unless the resulting conflict has been brought to the attention of AFD and resolved to its satisfaction;
 - 4.2 Have a business or family relationship with a member of the Client's services involved in the procurement process or the supervision of the resulting Contract, unless the resulting conflict has been brought to the attention of AFD and resolved to its satisfaction;
 - 4.3 Control or be controlled by another candidate, tenderer or consultant, be under the control of the same company as another candidate, tenderer or consultant, receive from another candidate, tenderer or consultant or award grants directly or indirectly to another candidate, tenderer or consultant, have the same legal representative as another candidate, tenderer or consultant, directly or indirectly maintain contacts with another candidate, tenderer or consultant allowing us (i) to have given, and/or to give access to information contained in our respective applications, tenders or proposals likely to distort competition, (ii) to influence them, or (iii) to influence the decisions of the Client;
 - 4.4 Be engaged for an intellectual services mission which, by its nature, is or could be incompatible with the mission envisaged on behalf of the Project Owner;
 - 4.5 Have prepared, or have been associated with a natural or legal person who has prepared specifications, terms of reference and other documents that have been used in the context of the procedure for the award of this Contract, and which contain provisions likely to favour an application, offer or proposal;
 - 4.6 Have access or had access to, have prepared oneself, be or have been associated with a natural or legal person who has access, had access to, or prepared specifications, plans, calculations, studies and other documents that have not been communicated to all candidates, tenderers or consultants in the context of this Procurement, and which thus confer an undue competitive advantage;
 - 4.7 In the case of a procedure for the award of a Contract for works, equipment or supplies, be recruited yourself, or must be recruited (or that one of the companies with which we are affiliated is, or must be), to supervise or control the services in the context of the Contract.
5. If we are a public institution or a public company, in order to participate in a competitive tendering procedure, we certify that we have legal and financial autonomy and that we are managed according to the rules of commercial law.
6. As part of the award and performance of the Contract:
 - 6.1 Neither we, nor anyone acting on our behalf², nor any of the members of our group, nor any of our subcontractors, have committed or will commit any Prohibited Practices as defined in the document entitled "AFD Group's General Policy on the Prevention and Fight against Prohibited Practices", available on AFD's website.
 - 6.2 Neither we, nor anyone acting on our behalf², nor any of our consortium members, nor any of our subcontractors, will acquire or supply [have acquired or supplied (in the case of refinancing of a contract already awarded)] any equipment or intervene [have intervened (in the case of refinancing of a contract already awarded)] in areas under UN embargo, of the European Union or France.
7. We undertake to, and we undertake to, anyone acting on our behalf², any member of our group, any subcontractor undertake to:
 - 7.1 comply with the environmental standards recognized by the international community, including the international conventions for the protection of the environment, and in particular to take all reasonable measures to avoid or limit the adverse effects on vegetation, biodiversity, soil, groundwater and surface water tables, and on people

and property, resulting from pollution, noise, vibration, traffic and other effects resulting from our activities, consistent with the laws and regulations applicable in the country where the Contract is carried out.

- 7.2 implement environmental and social risk mitigation measures where indicated in the environmental and social management plan provided by the Employer, and that emissions, surface discharges and effluents produced by our activities comply with the limits, specifications or requirements applicable to the Market.
- 7.3 respect workers' rights relating to wages, working hours, rest and holidays, overtime, minimum age, regular payments, compensation and benefits in accordance with internationally recognised standards, including the fundamental conventions of the International Labour Organisation (ILO), in line with the laws and regulations applicable to the country where the Market is carried out; indicate these elements in a document annexed to the employment contracts of our employees and at the disposal of the Client; and respect and facilitate workers' rights to organize and set up a complaint handling mechanism for direct or indirect workers.
- 7.4 Establish practices of non-discrimination and equal opportunities, and ensure the prohibition of child labour and forced labour.
- 7.5 maintain a record for each local staff member of the hours worked by each person, the type of work, the wages paid and the training attended, and that these records are available at all times for review by the Employer and authorized government officials, in compliance with the laws and regulations applicable to the protection of personal data in the country where the Contract is performed.
8. We, whoever acting on our behalf, the members of our consortium, our subcontractors, our direct or indirect shareholders, and our subsidiaries, authorize AFD to conduct investigations, and in particular to examine the documents and accounting documents relating to the award and performance of the Contract, including, but not limited to, our internal processes and procedures related to compliance with international sanctions imposed by the United Nations, the European Union and/or France, and to have them verified by auditors appointed by the AFD.
9. We declare that we have paid, or will pay, commissions, benefits, fees, gratuities or costs in connection with the procurement process or the performance of the Contract for the benefit of the following third party(ies) (such as an intermediary/agent)(*):

Name of Beneficiary	Contacts	Motive	Amount (Precise the currency)

(*): If no amount has been paid or is not to be paid, indicate "None".

10. We undertake to communicate without delay to the Client, who will inform AFD, any change in the situation with regard to the foregoing points, including in the event of any sanction or embargo measure adopted by the United Nations, the European Union and/or France following our signature of this Declaration.

Name: _____ As: _____

Duly authorized to sign for and on behalf of: _____

Signature : _____

Dated : _____